

RAPPORT N° 15
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat Solange Berset/Isabelle Chassot
concernant les subventions cantonales
en faveur de la culture

14 mai 2002

1. RÉSUMÉ DU POSTULAT

Par postulat déposé et développé le 9 février 2001, les députées Solange Berset et Isabelle Chassot rappellent qu'en 1991 le canton s'est doté d'une législation culturelle qui détermine clairement les compétences de ce dernier et des communes en matière de promotion de la culture. Elles constatent que, depuis l'entrée en vigueur de cette législation, plusieurs compagnies professionnelles se sont constituées. Celles-ci présentent leurs créations non seulement dans le canton de Fribourg mais également lors de tournées en Suisse et à l'étranger. De 1991 à 2001, le canton a connu un développement important en matière de création culturelle. Cependant, le budget pour l'aide à la promotion des activités culturelles n'a augmenté, durant la même période, que de 200 000 francs alors que le nombre de créations professionnelles était multiplié par trois. Selon les auteures du postulat, il faudrait au minimum un montant de 3 millions de francs dès l'année 2002 pour satisfaire, en partie, aux besoins cantonaux dans ce domaine.

2. RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Dans sa réponse donnée au Grand Conseil le 21 juin 2001 (BGC pp. 932 à 934), le Conseil d'Etat se dit conscient de la nécessité de renforcer son soutien à la création vivante, en particulier en faveur des créateurs professionnels, et ce conformément aux dispositions légales en vigueur. Sur la base des estimations qui ont été fournies par la Commission cantonale des affaires culturelles, il y a lieu de prévoir une augmentation significative des moyens destinés à la promotion de la culture, déjà dès l'année 2002. Le Conseil d'Etat estime que ce renforcement des crédits en faveur de la culture doit être l'un des objectifs prioritaires de la prochaine législature. A court terme, il envisage d'examiner dans quelle mesure la Commission cantonale de la Loterie romande pourra, à titre transitoire, renforcer les moyens à la disposition du Département des affaires culturelles, en particulier pour des objets qui ne relèvent pas d'une obligation légale, et ce dans l'attente que la situation budgétaire cantonale permette une augmentation substantielle des moyens en faveur de la culture. En conclusion, le Conseil d'Etat proposait au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat. Lors de la discussion au Grand Conseil, la prise en considération de ce postulat a été acceptée par 82 voix contre 8, avec quelques abstentions.

3. RAPPEL DES DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES EN MATIÈRE DE PROMOTION DE LA CULTURE

3.1 Principes

Au-delà du principe selon lequel les activités culturelles relèvent en priorité des personnes privées, la loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles (LAC) détermine précisément les responsabilités de l'Etat et des communes en matière de promotion de la culture. Il appartient

à l'Etat d'encourager principalement la création artistique, en particulier les créateurs professionnels, tandis que les communes doivent soutenir en priorité l'animation culturelle.

3.2 Aide à la création

Selon la LAC, l'Etat joue donc un rôle prioritaire en matière d'aide à la création. Le règlement du 14 août 1992 d'exécution de la loi sur les affaires culturelles (RELAC) prévoit les formes d'encouragement suivantes en matière d'aide à la création:

- les groupes de créateurs professionnels qui ont une activité permanente peuvent obtenir, à certaines conditions, des contributions financières annuelles renouvelables appelées *attributions annuelles*;
- des *aides à la création ponctuelles* peuvent également être accordées à des créateurs professionnels domiciliés dans le canton, ou pour des projets de création qui ont une relation étroite avec la vie culturelle du canton;
- l'Etat peut également procéder à des *achats ou à des commandes d'œuvre* à titre d'aide à la création;
- enfin, lorsque l'Etat fait construire un bâtiment ou fait procéder à d'importants travaux de rénovation, il doit réserver au plus 1 % du coût des travaux à l'animation artistique.

3.3 Animation culturelle

La LAC confie aux communes un rôle prioritaire en matière de soutien à l'animation culturelle. Elle invite les communes à coopérer entre elles lors d'animations culturelles d'importance régionale ou lors de la création et de la construction d'infrastructures culturelles d'importance régionale ou interrégionale. En matière d'animation culturelle, l'Etat peut apporter un soutien financier, sous forme de *subventions extraordinaires*, à certaines conditions. L'animation ou la manifestation envisagée doit avoir un caractère occasionnel et être soutenue financièrement par la ou les collectivités locales directement concernées. Son rayonnement doit être jugé supralocal, c'est-à-dire dépasser celui des activités artistiques ou culturelles ordinaires de la localité où elle se déroule.

Sur le plan de l'animation culturelle, le Département des affaires culturelles et la Commission cantonale de la Loterie romande développent, depuis 1997, un partenariat. Ainsi, il appartient à la Loterie romande de soutenir les grandes manifestations culturelles cantonales (festivals) et les lieux de création qui ont une structure administrative et artistique permanente.

En ce qui concerne le soutien de l'Etat à la construction ou à l'acquisition d'infrastructures culturelles régionales, le RELAC détermine les conditions à remplir pour l'octroi d'une subvention cantonale. Dans son rapport au Grand Conseil du 8 janvier 2001 concernant les subventions accordées pour des bâtiments affectés à des manifestations culturelles, le Conseil d'Etat signale qu'il a établi un plan de subventionnement des infrastructures culturelles. Il a décidé que les subventions versées à cet effet seront réparties par moitiés entre l'Etat et la Commission cantonale de la Loterie romande, laquelle a constitué, ces dernières années, des provisions à cet effet. Une aide ne pourra être accordée qu'aux projets remplissant les conditions réglementaires et qui auront été déposés avant le 31 décembre 2003. Enfin, il y a lieu de rappeler que, selon l'article 41 al. 1 let. c RELAC, un

subventionnement de l'Etat pour les dépenses d'entretien et de fonctionnement des infrastructures culturelles est exclu.

3.4 Fonds cantonal de la culture

La LAC institue un Fonds cantonal de la culture qui peut être alimenté par des dons ainsi que par des libéralités consenties en sa faveur, et ce en vertu des dispositions prévues par la loi sur les impôts cantonaux. Ce fonds a notamment bénéficié d'un don de 1,5 million de francs de la Commission cantonale de la Loterie romande pour soutenir la création professionnelle fribourgeoise durant les années 2002 et 2003.

4. LIGNES DE FORCE DE LA POLITIQUE DE PROMOTION DE LA CULTURE POUR LA PRÉSENTE LÉGISLATURE

4.1 Rappel

Entrée en vigueur en 1992, la LAC s'est avérée un instrument de promotion de la culture efficace et performant. Il faut rappeler que le canton de Fribourg est l'un des seuls à fixer, au plan législatif, une claire répartition des responsabilités des collectivités publiques en matière de promotion de la culture.

Le législateur a donné à l'Etat un rôle prioritaire en matière d'aide à la création, en particulier dans l'optique de développer dans le canton une scène culturelle professionnelle. Dès l'entrée en vigueur de la LAC, près de 70 % des moyens disponibles pour la promotion de la culture ont ainsi été destinés à la création professionnelle. Grâce à cette politique culturelle orientée vers le soutien à la création, plusieurs groupes professionnels fribourgeois s'expriment dans le domaine du théâtre, de la musique et de la danse proposent désormais au public, à intervalles réguliers, des créations originales. Celles-ci font l'objet de tournées, parfois importantes, en Suisse et à l'étranger. Par ailleurs, une politique d'encouragement à la culture a été testée dans les écoles. Son but est de permettre notamment aux groupes professionnels fribourgeois d'offrir aux écoles du canton des représentations théâtrales, des concerts et des spectacles de danse à des prix de faveur et avec un encadrement pédagogique adapté.

Les troupes professionnelles fribourgeoises doivent aujourd'hui faire face à une concurrence importante, notamment de la part de collègues provenant de l'arc lémanique, de Suisse alémanique et de l'étranger, lesquels bénéficient généralement d'aides publiques plus substantielles.

Le développement réjouissant des activités de création susmentionnées a coïncidé cependant avec les difficultés budgétaires que rencontre le canton depuis plusieurs années. Force également est de constater que le subventionnement privé en faveur de la culture a diminué de manière sensible dans les années nonante. Ces dernières années aussi, les centres de décision concernant le sponsoring culturel ou le mécénat se sont déplacés hors du canton.

Enfin, il est important de souligner que le développement économique d'une région, a fortiori du canton, est indissociable de son développement culturel. La qualité et la richesse de la scène culturelle d'une région peuvent être déterminantes pour l'implantation d'entreprises à haute valeur ajoutée.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat a fixé les lignes de force suivantes en matière de politique de promotion de la culture pour la présente législature:

4.2 Constitution d'un réseau de création culturelle

Comme il a été indiqué plus haut, le canton de Fribourg s'est enrichi, ces dernières années, de plusieurs groupes professionnels s'exprimant dans le domaine du théâtre, de la musique, du chant et de la danse. Par ailleurs, plusieurs régions du canton bénéficient ou vont bénéficier prochainement d'infrastructures culturelles performantes. Enfin, le concept d'encouragement à la culture dans les écoles, testé à partir de l'année 2000, connaît un succès et un développement réjouissants. L'un des objectifs de la présente législature sera de mettre en réseau ces trois éléments que sont les groupes de créateurs professionnels, les lieux de création et d'accueil et enfin le public de demain, à savoir les écoles. Pour atteindre cet objectif, il y a lieu notamment de créer de nouveaux instruments de promotion de la culture et de renforcer les moyens financiers disponibles.

4.3 Institution de partenariats de création

Une forme nouvelle de soutien à la création professionnelle sera instituée, à savoir les *partenariats de création*. Il s'agira de contrats de prestation pluriannuels qui seront passés entre, d'une part, la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles et, d'autre part, des groupes et des lieux de création professionnels remplissant les conditions et répondant aux critères concernant l'octroi d'attributions annuelles au sens du RELAC. Ces partenariats de création fixeront notamment les objectifs culturels et financiers ainsi que les critères de qualité à atteindre durant toute la durée du contrat (en principe trois ans). Ils seront élaborés en concertation avec la Commission cantonale de la Loterie romande (cf. pt 5 du présent rapport) et les communes / associations de communes concernées. Ces partenariats pourront être reconduits, le cas échéant, sur la base d'une évaluation menée par le Département des affaires culturelles.

Le bénéficiaire d'un partenariat de création devra notamment s'engager, sur le plan artistique, à assurer un certain nombre de nouvelles créations et à les présenter au moins dans deux lieux différents dans le canton, à offrir des prix de faveur pour les lieux d'accueil et les écoles du canton ainsi qu'à participer à des manifestations culturelles ou artistiques organisées par le canton.

4.4 Institution du concept «culture et école»

La Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles regroupera sous l'appellation «culture et école», dès 2003, des offres de spectacles et de concerts émanant d'intervenants fribourgeois destinées aux écoles du canton. Celles-ci demeureront naturellement libres d'accepter ou non l'une ou plusieurs de ces offres. Une collaboration sera instituée entre les services de l'enseignement et les intervenants en vue de proposer, chaque fois que cela sera possible, un encadrement pédagogique adapté.

4.5 Incidences financières

Sur la base des estimations établies par le Département et la Commission cantonale des affaires culturelles, la mise en œuvre des lignes de force susmentionnées ne sera possible que si les moyens à la disposition de la promotion de

la culture atteignent d'ici à l'année 2004 un montant de l'ordre de 3,5 millions de francs qui serait réparti selon les proportions suivantes:

– Aides à la création (y compris les partenariats de création):	75 %
– Subventions extraordinaires:	13 %
– Subventions ordinaires:	7 %
– «Culture et école»:	5 %
Total	100 %

Cette répartition des moyens en faveur de la culture correspond au principe inscrit dans la législation cantonale sur les affaires culturelles, selon lequel l'Etat a une responsabilité prioritaire en matière d'aide à la création.

5. PARTENARIAT AVEC LA COMMISSION CANTONALE DE LA LOTERIE ROMANDE

Conformément à la 8^e convention relative à la Loterie de la Suisse romande, les sommes revenant à chaque canton doivent être versées intégralement à des associations ou sociétés agréées par chaque autorité cantonale (pour le canton de Fribourg: la Commission cantonale de la Loterie romande); à charge par elle de les utiliser conformément aux buts de la loterie et aux prescriptions de leur gouvernement. Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que les bénéficiaires nets de la Loterie romande sont attribués à des institutions d'utilité publique profitant au canton et ils ne peuvent être affectés à l'exécution d'obligations légales de droit public. Ils sont répartis, dans toute la mesure du possible, de manière équilibrée en faveur de requérants provenant des domaines social et culturel. L'année dernière 7 481 000 millions de francs ont été octroyés par la Commission cantonale de la Loterie romande en faveur de la culture.

Compte tenu du fait que l'article 8 al. 3 LAC mentionne que la législation cantonale sur les affaires culturelles ne confère pas de droit à l'obtention d'une prestation, ce que prévoit également la loi sur les subventions (art. 12), les interventions de l'Etat dans le domaine culturel ne peuvent être considérées comme une obligation légale.

Dès 1997, le Département des affaires culturelles et la Commission cantonale de la Loterie romande sont convenus d'un partenariat selon lequel, à l'avenir, les subventions qu'octroyait l'Etat aux grandes manifestations culturelles (festivals) et aux lieux de création seraient désormais confiées à la Loterie romande. Sur la base de ce partenariat, la LORO attribue annuellement un montant global de l'ordre de 1,550 million de francs à cet effet.

Comme cela a été indiqué plus haut, le Département doit disposer d'un montant de l'ordre de 3,5 millions de francs dès 2004 pour faire face aux attentes légitimes de la scène culturelle cantonale. Vu les importantes difficultés budgétaires que rencontrera l'Etat ces prochaines années, le Conseil d'Etat se voit dans l'obligation de limiter le crédit budgétaire destiné à la promotion de la culture à 2 millions de francs par année (actuellement: 1,5 million), jusqu'en 2006. C'est pourquoi il a proposé à la Commission cantonale de la Loterie romande d'octroyer annuellement, pour les années 2004 à 2006, un don de 1,5 million de francs au Fonds cantonal de la culture. Dans sa séance du 18 avril 2002, la Commission s'est déclarée d'accord de verser audit fonds le montant annuel requis par le Conseil d'Etat, sous réserve qu'elle dispose des moyens

financiers nécessaires. Selon les projections, cette attribution au Fonds cantonal de la culture ne devrait cependant pas provoquer une diminution du montant annuel global dont dispose actuellement la Commission pour ses attributions ordinaires.

Ainsi, grâce à l'aide de la Commission cantonale de la Loterie romande, la demande exprimée par les auteurs du postulat, à savoir de doubler durant la présente législature les moyens en faveur de la promotion de la culture, pourra donc être réalisée. Le Conseil d'Etat réexaminera la situation, en concertation avec la Commission de la Loterie romande, dans le courant de l'année 2006.

6. CONCLUSION

Grâce à l'entrée en vigueur de la législation cantonale sur les affaires culturelles, l'Etat a pu développer ces dix dernières années une politique de promotion de la culture tournée vers l'aide à la création. Cette politique a permis un développement important de l'offre en matière de création culturelle. Pour répondre aux besoins légitimes de la scène culturelle fribourgeoise, le Conseil d'Etat a fixé des lignes de force en matière de promotion culturelle qui font l'objet du présent rapport. La mise en œuvre de ces lignes de force nécessite au minimum le doublement des moyens actuels en faveur de la promotion de la culture. Compte tenu de la situation budgétaire du canton et des perspectives financières plutôt pessimistes pour ces prochaines années, le Conseil d'Etat se voit dans l'obligation de limiter sa contribution budgétaire en faveur de la culture à hauteur de 2 millions de francs par année. Le solde des moyens requis, à savoir un montant annuel de l'ordre de 1,5 million de francs, pourra être prélevé sur le Fonds cantonal de la culture, et ce grâce à une contribution de la Commission cantonale de la Loterie romande. Ces moyens supplémentaires permettront ainsi de développer dans le canton un véritable réseau de création culturelle entre les créateurs professionnels, les infrastructures culturelles existantes ou en voie de réalisation et le public de demain que constituent les élèves et les étudiants des écoles fribourgeoises.

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de prendre acte de ce rapport.

BERICHT Nr. 15 des Staatsrats an den Grossen Rat über das Postulat Solange Berset/Isabelle Chassot betreffend kantonale Beiträge an die Kultur

14. Mai 2002

1. ZUSAMMENFASSUNG DES POSTULATS

In ihrem Postulat, das am 9. Februar 2001 eingereicht und begründet wurde, erinnern die Grossrätinnen Solange Berset und Isabelle Chassot daran, dass im Kanton seit 1991 eine Kulturgesetzgebung besteht, die die Zuständigkeiten des Kantons und der Gemeinden im Bereich der Kulturförderung genau festlegt. Sie stellen fest, dass sich seit dem Inkrafttreten dieser Gesetzgebung verschiedene professionelle Truppen gebildet haben. Diese zeigen ihr Schaffen nicht nur im Kanton Freiburg, sondern auch auf Tourneen in der Schweiz und im Ausland. Von 1991 bis 2001 hat sich das Kunstschaffen im Kanton stark entwickelt. Während sich aber die Anzahl professioneller Darbietungen in diesen zehn Jahren verdreifacht hat, wurde das Budget zur Kulturförderung in

derselben Zeit nur um 200 000 Franken erhöht. Die Verfasserinnen des Postulats gehen davon aus, dass ab 2002 ein Mindestbetrag von 3 Millionen Franken pro Jahr erforderlich ist, um den kantonalen Bedürfnissen auf diesem Gebiet teilweise gerecht zu werden.

2. ANTWORT DES STAATSRATS

In seiner Antwort an den Grossen Rat vom 21. Juni 2001 (TGR S. 932–934) erklärt der Staatsrat, er sei sich bewusst, dass die Unterstützung des zeitgenössischen Schaffens, insbesondere des professionellen Schaffens verstärkt werden muss; dies im Rahmen der geltenden rechtlichen Bestimmungen. Auf Grund der Einschätzungen der kantonalen Kommission für kulturelle Angelegenheiten muss bereits ab 2002 eine bedeutende Erhöhung der Mittel für Kulturförderung vorgesehen werden. Der Staatsrat hält eine solche Verstärkung der Mittel zur Kulturförderung für eines der erstrangigen Ziele der nächsten Legislaturperiode. Kurzfristig geht es darum zu prüfen, wieweit die kantonale Kommission der Loterie romande vorübergehend die dem Departement für kulturelle Angelegenheiten zur Verfügung stehenden Mittel verstärken kann, insbesondere zur Unterstützung von Gegenständen, die nicht aus einer gesetzlichen Pflicht hervorgehen, und dies bis die Situation des kantonalen Budgets eine bedeutende Erhöhung der Beiträge für Kultur ermöglichen wird.

Der Staatsrat stellte dem Grossen Rat den Antrag, auf dieses Postulat einzutreten. Bei der Abstimmung im Grossen Rat wurde mit 82 Ja gegen 8 Nein und einigen Enthaltungen beschlossen, auf dieses Postulat einzutreten.

3. ZUSAMMENFASSUNG DER GESETZLICHEN UND REGLEMENTARISCHEN BESTIMMUNGEN IM BEREICH DER KULTURFÖRDERUNG

3.1 Prinzipien

Neben dem Prinzip, nach dem die kulturellen Aktivitäten primär in den Aufgabenbereich von Privatpersonen fallen, legt das Gesetz vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten (KAG) die Verantwortlichkeiten des Staates und der Gemeinden im Bereich der Kulturförderung fest. Der Staat betätigt sich hauptsächlich in der Unterstützung des Kulturschaffens, insbesondere von professionellen Künstlern, während die Gemeinden hauptsächlich kulturelle Veranstaltungen unterstützen.

3.2 Unterstützung des Kulturschaffens

Gemäss KAG spielt der Staat also eine wichtige Rolle bei der Unterstützung des Kulturschaffens. Das Ausführungsreglement vom 14. August 1992 zum Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten (ARKAG) sieht folgende Formen der staatlichen Förderung der Kultur vor:

- professionelle, permanent aktive Kulturschaffende können unter gewissen Bedingungen jährlich erneuerbare finanzielle Beiträge erhalten, so genannte *jährliche Subventionen*;
- *einmalige Schaffensbeiträge* können ausserdem an professionelle Kulturschaffende mit Wohnsitz im Kanton ausgerichtet werden, oder für künstlerische Projekte mit einem direkten Bezug zum kulturellen Leben des Kantons;

- der Staat kann zur Förderung des Kulturschaffens auch *Käufe tätigen oder Aufträge erteilen*;
- wenn der Staat ein Gebäude bauen lässt oder an einem staatlichen Gebäude bedeutende Renovationsarbeiten vornehmen lässt, muss er höchstens 1 % der jeweiligen Kosten für die künstlerische Gestaltung vorsehen.

3.3 Kulturelle Veranstaltungen

Das KAG überträgt den Gemeinden eine wesentliche Rolle bei der Unterstützung kultureller Veranstaltungen. Es lädt die Gemeinden dazu ein, bei kulturellen Veranstaltungen von regionaler Bedeutung oder beim Bau von kulturellen Institutionen von regionaler oder interregionaler Bedeutung zusammenzuarbeiten. Für kulturelle Veranstaltungen kann der Staat unter gewissen Bedingungen eine finanzielle Unterstützung in Form von *ausserordentlichen Subventionen* erteilen. Die betreffende Veranstaltung darf nicht regelmässig stattfinden und muss von den direkt betroffenen lokalen Körperschaften finanziell unterstützt werden. Die Veranstaltung muss das lokale Interesse übersteigen.

Im Bereich der kulturellen Veranstaltungen bauen das Departement für kulturelle Angelegenheiten und die kantonale Lotteriekommision seit 1997 eine Partnerschaft auf. Aufgabe der Loterie romande ist dabei die Unterstützung grosser kantonalen Veranstaltungen (Festivals) und kultureller Institutionen mit einer festen administrativen und künstlerischen Struktur.

Im Zusammenhang mit dem Bau oder Erwerb von regionalen kulturellen Infrastrukturen bestimmt das ARKAG die Bedingungen für den Erhalt einer kantonalen Subvention. In seinem Bericht an den Grossen Rat vom 8. Januar 2001 über Subventionen an Bauten, die für Kulturveranstaltungen vorgesehen sind, erwähnt der Staatsrat, dass er einen Plan zur Subventionierung von kulturellen Infrastrukturen errichtet hat. Es wurde entschieden, dass die zu diesem Zweck entrichteten Beiträge zur Hälfte zwischen dem Staat und der kantonalen Lotteriekommision aufgeteilt werden, welche letztere in den vergangenen Jahren entsprechende Vorräte angelegt hat. Es können nur solche Projekte unterstützt werden, welche die reglementarischen Bestimmungen erfüllen, wobei der Antrag vor dem 31. Dezember 2003 einzureichen ist. Schliesslich sei daran erinnert, dass gemäss Artikel 41 Abs. 1 Bst. c ARKAG Unterhalts- und Betriebskosten nicht subventioniert werden können.

3.4 Kantonaler Kulturfonds

Das KAG sieht einen kantonalen Kulturfonds vor, der durch Schenkungen und Zuwendungen gespiesen wird, auf Grund der gesetzlichen Bestimmungen über die kantonalen Steuern. Dieser Fonds hat von der kantonalen Lotteriekommision zur Unterstützung des freiburgischen Kulturschaffens in den Jahren 2002 und 2003 eine Schenkung von 1,5 Millionen Franken erhalten.

4. RICHTLINIEN DER KULTURFÖRDERUNGSPOLITIK IN DER JETZIGEN LEGISLATURPERIODE

4.1 Historischer Rückblick

Das KAG, seit 1992 in Kraft, hat sich als leistungsfähiges Mittel zur Kulturförderung erwiesen. Es sei daran erinnert, dass Freiburg zu den wenigen Kantonen gehört, in

denen auf der gesetzgeberischen Ebene die Kompetenzen der Öffentlichkeit im Bereich der Kulturförderung klar geregelt sind.

Der Gesetzgeber hat für den Staat eine wichtige Rolle bei der Kulturförderung vorgesehen, insbesondere um im Kanton eine professionelle Kulturszene entwickeln zu können. Seit Inkrafttreten des KAG gingen rund 70 % der jährlichen Kulturbeiträge des Staates an das professionelle Kulturschaffen. Mit dieser auf das Schaffen ausgerichteten Kulturpolitik konnten freiburgische professionelle Gruppen im Bereich von Theater, Musik und Tanz dem Publikum in regelmässigen Zeitabständen Eigenproduktionen zeigen und damit oft ausgedehnte Tournées in der Schweiz und im Ausland unternehmen. Andererseits ist eine Politik der Kulturförderung in den Schulen erprobt worden. Ziel ist dabei, insbesondere den Freiburger professionellen Gruppen zu ermöglichen, den Schulen des Kantons Theater- und Tanzaufführungen sowie Konzerte zu ermässigten Preisen, eingebettet in einen pädagogischen Rahmen, anzubieten.

Professionelle Freiburger Kunstschaaffende müssen sich heute einer erstzunehmenden Konkurrenz stellen, vor allem von Truppen aus dem Genferseegebiet, der Deutschschweiz und dem Ausland, die im Allgemeinen vergleichsweise mehr öffentliche Beiträge erhalten.

Der erfreulichen Entwicklung des oben erwähnten Kunstschaaffens steht jedoch die Tatsache gegenüber, dass der Kanton seit einigen Jahren budgetären Schwierigkeiten ausgesetzt ist. Es muss auch festgestellt werden, dass in den Neunzigerjahren die private Kulturförderung bedeutend abgenommen hat. In den letzten Jahren sind ausserdem die Entscheidungszentren des Kultursponsorings oder Mäzenatentums aus dem Kanton weggezogen. Schliesslich muss betont werden, dass die wirtschaftliche Entwicklung einer Region und umso mehr des Kantons von der entsprechenden kulturellen Entwicklung nicht zu trennen ist. Qualität und Reichtum des Kulturlebens einer Region können für die Niederlassung von hochwertigen Unternehmen eine ausschlaggebende Rolle spielen.

Auf Grund des Vorhergehenden hat der Staatsrat die folgenden Richtlinien zur Politik der Kulturförderung in der jetzigen Legislaturperiode festgelegt:

4.2 Bildung eines Netzwerks des Kulturschaaffens

Wie oben ausgeführt, bestehen seit den letzten Jahren im Kanton Freiburg mehrere professionelle Gruppen in den Bereichen Theater, Musik, Gesang und Tanz. Ausserdem verfügen verschiedene Regionen des Kantons jetzt oder in naher Zukunft über eine funktionierende kulturelle Infrastruktur. Schliesslich entwickelt sich das Konzept zur Ermutigung der Kultur in den Schulen, das seit dem Jahre 2000 erprobt wird, mit zunehmendem Erfolg. In der jetzigen Legislaturperiode sollen diese drei Elemente – professionelle Kulturschaaffende, kulturelle Institutionen und das Publikum der Zukunft, das heisst die Schulen – in einem Netzwerk verbunden werden. Um dieses Ziel zu erreichen, müssen vor allem neue Instrumente zur Förderung der Kultur geschaffen und die verfügbaren finanziellen Mittel erhöht werden.

4.3 Aufbau von Partnerschaften

Als neue Form der Unterstützung des professionellen Kulturschaaffens sollen «Partnerschaften des Kulturschaaffens» eingerichtet werden. Dies sind mehrjährige Leistungsverträge, die zwischen der Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten einerseits und profes-

sionellen Gruppen und Kulturinstitutionen andererseits, welche die Kriterien zum Erhalt jährlicher Subventionen im Sinne des Ausführungsreglements erfüllen, abgeschlossen werden. In diesen Partnerschaften werden insbesondere kulturelle und finanzielle Ziele sowie Qualitätskriterien festgelegt, die während der ganzen Vertragsdauer (im Prinzip drei Jahre) zu erreichen sind. Die Ziele werden in Zusammenarbeit mit der kantonalen Lotteriekommission (s. Punkt 5 unten) und den betroffenen Gemeinden bzw. Verbänden festgelegt. Gegebenenfalls können die Partnerschaften auf Grund einer Evaluation durch das Departement für kulturelle Angelegenheiten weitergeführt werden.

Die Nutzniesser einer solchen Partnerschaft müssen sich auf künstlerischem Gebiet vor allem dazu verpflichten, eine gewisse Anzahl neuer Produktionen an mindestens zwei verschiedenen Orten im Kanton zur Aufführung zu bringen, ermässigte Eintritte für die betroffenen Orte und die Schulen des Kantons anzubieten sowie an kulturellen Veranstaltungen unter der Leitung des Kantons teilzunehmen.

4.4 Aufbau des Konzepts «Kultur und Schule»

Die Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten wird ab 2003 den Schulen im Kanton unter der Bezeichnung «Kultur und Schule» Aufführungen und Konzerte von Freiburger Kunstschaaffenden anbieten, wobei es den Schulen natürlich freisteht, wie viel sie aus diesem Angebot allenfalls annehmen wollen. Zwischen den Schulen und den Kunstschaaffenden wird eine Zusammenarbeit aufgebaut, um die Veranstaltungen wenn immer möglich in einen pädagogisch angepassten Rahmen zu stellen.

4.5 Finanzielle Auswirkungen

Auf Grund der Schätzungen des Departements und der kantonalen Kommission für kulturelle Angelegenheiten ist die Realisierung der oben erwähnten Richtlinien nur möglich, wenn die verfügbaren Mittel zur Kulturförderung bis zum Jahre 2004 einen Betrag von etwa 3,5 Millionen Franken erreichen, der wie folgt aufgeteilt werden soll:

– Förderung des Kulturschaaffens (einschliesslich Partnerschaften):	75 %
– Ausserordentliche Subventionen:	13 %
– Ordentliche Subventionen:	7 %
– «Kultur und Schule»:	5 %
Total	100 %

Diese Verteilung der Mittel zur Kulturförderung entspricht dem in der kantonalen Gesetzgebung verankerten Prinzip, nach dem der Staat bei der Förderung des Kulturschaaffens eine vorrangige Verantwortung trägt.

5. PARTNERSCHAFT MIT DER KANTONALEN KOMMISSION DER LOTERIE ROMANDE

Laut der 8. Konvention der Loterie romande ist der jedem Kanton zustehende Gesamtbetrag Vereinen oder Gesellschaften zu überweisen, die von der jeweiligen kantonalen Behörde zu bewilligen sind (für den Kanton Freiburg: die kantonale Lotteriekommission); diese Behörde ist verpflichtet, die Beträge gemäss den Zielen der Loterie

und den jeweiligen gesetzlichen Vorschriften zu verwenden. Es sei im Übrigen daran erinnert, dass der Reingewinn der Loterie romande (LORO) gemeinnützigen kantonalen Institutionen überwiesen wird und nicht zur Ausführung von öffentlich-rechtlichen gesetzlichen Verpflichtungen eingesetzt werden kann. Dieser Reingewinn wird, soweit als möglich, zu gleichen Teilen auf Gesuche aus dem Sozialwesen und aus der Kultur verteilt. Im vergangenen Jahr hat die kantonale Lotteriekommission 7 481 000 Millionen Franken für kulturelle Zwecke zugesprochen.

In Anbetracht der Tatsache, dass gemäss Artikel 8 Abs. 3 KAG kein gesetzlicher Anspruch auf Finanzhilfen besteht, was auch der Wortlaut von Artikel 12 des Subventionengesetzes ist, können staatliche Beiträge im kulturellen Bereich nicht als gesetzliche Verpflichtungen aufgefasst werden.

Seit 1997 besteht zwischen dem Departement für kulturelle Angelegenheiten und der kantonalen Lotteriekommission eine Vereinbarung, nach welcher in Zukunft die staatlichen Beiträge an grosse Kulturfestivals und an Kulturinstitutionen direkt der Loterie romande übertragen werden. Auf Grund dieser Vereinbarung überweist die LORO jährlich einen Gesamtbetrag von 1,550 Millionen Franken zu diesem Zweck.

Wie oben ausgeführt, benötigt das Departement ab 2004 einen Betrag in der Höhe von 3,5 Millionen Franken, um die berechtigten Bedürfnisse der kantonalen Kulturszene zu erfüllen. Im Lichte der in den nächsten Jahren anstehenden finanziellen Schwierigkeiten des Staates sieht sich der Staatsrat gezwungen, bis 2006 seinen Kreditbeitrag zur Kulturförderung auf 2 Millionen Franken jährlich (momentan: 1,5 Millionen) zu beschränken. Er hat deshalb der kantonalen Lotteriekommission vorgeschlagen, für die Jahre 2004 bis 2006 einen jährlichen Beitrag von 1,5 Millionen Franken dem Kantonalen Kulturfonds zu überweisen. An ihrer Sitzung vom 18. April 2002 hat sich die Kommission mit der jährlichen Überweisung dieses vom Staatsrat erbetenen Betrags an den erwähnten Fonds einverstanden erklärt, vorausgesetzt, dass sie über die nötigen finanziellen Mittel verfügt. Es wird allerdings davon ausgegangen, dass infolge dieser Beiträge der Lotteriekommission an den kantonalen Kulturfonds

der jährliche Gesamtbetrag, welcher der Kommission momentan für ihre ordentlichen Zuwendungen zur Verfügung steht, sich nicht vermindern sollte.

Dank der Mithilfe der kantonalen Lotteriekommission kann dem Gesuch der Verfasserinnen des Postulats, das heisst Verdopplung der Mittel zur Kulturförderung in der jetzigen Legislaturperiode, entsprochen werden. Der Staatsrat wird die Lage, nach Rücksprache mit der Lotteriekommission, im Laufe des Jahres 2006 neu überprüfen.

6. SCHLUSSFOLGERUNG

Seit Inkrafttreten des Gesetzes über die kulturellen Angelegenheiten hat der Staat in den zehn vergangenen Jahren eine Politik der praktischen Kulturförderung betreiben können. Infolge dieser Politik konnte das Angebot des Kunstschaffens bedeutend erhöht werden. Um den berechtigten Bedürfnissen der Kulturszene in Freiburg zu entsprechen, hat der Staatsrat Richtlinien zur Kulturförderung festgelegt, welche in diesem Bericht behandelt werden. Die Durchsetzung dieser Richtlinien erfordert mindestens die Verdopplung der jetzigen Mittel zur Kulturförderung. In Anbetracht der finanziellen Situation des Kantons und der für die nächsten Jahre ziemlich pessimistischen finanziellen Perspektive sieht sich der Staatsrat genötigt, seinen Beitrag für Kultur auf 2 Millionen Franken jährlich zu beschränken. Der restliche erforderliche Betrag in der Höhe von 1,5 Millionen Franken pro Jahr kann dem kantonalen Kulturfonds entnommen werden, und zwar dank eines Beitrags der kantonalen Kommission der Loterie romande. Mit diesen Zusatzmitteln kann dann im Kanton ein Netzwerk des Kunstschaffens aufgebaut werden, zur Verbindung von professionellen Kunstschaffenden, bestehenden oder im Aufbau begriffenen kulturellen Infrastrukturen und dem Publikum von morgen, das heute die Freiburger Schulen besucht.

Der Staatsrat beantragt dem Grossen Rat, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.
